

Contribution du NPA à la rencontre « Urgence Climatique Justice Sociale » du 6 février 2010

lundi 22 mars 2010, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2010).

Après Copenhague, le NPA soumet à la discussion du 6 février quelques éléments de bilan, non exhaustifs, et des pistes de perspectives pour notre travail en commun. Notre objectif est d'élargir les mobilisations pour le climat et de les étendre dans les différents secteurs de la société, notamment le monde du travail et le syndicalisme.

- L'échec de la négociation de Copenhague était prévisible. Seul un mauvais accord pouvait sortir de ce sommet dans le cadre des rapports de force actuels. Y compris l'objectif de limitation de la hausse de température globale à 2°C n'apparaît plus correspondre aux nécessités de l'heure.

- Copenhague signe la dramatique incapacité des dirigeants des principaux pays de la planète, de prendre les mesures nécessaires pour faire face à la crise climatique dans l'intérêt de grande majorité des habitants du globe. Cet échec renvoie en premier lieu aux faits que ces gouvernants sont les représentants des intérêts des classes dominantes qui dirigent le système capitaliste. Toute mesure sérieuse conduirait à porter atteinte aux secteurs économiques clés du capitalisme contemporain et aux profits qu'ils dégagent pour l'infime minorité qui décide.

- La position de l'administration Obama montre qu'aucun changement d'ampleur n'est survenu au sein des classes dirigeantes états-uniennes qu'il représente. Le refus catégorique de fixer des objectifs contraignants et ambitieux de réduction des émissions de GES de la plus grande puissance mondiale donne le la à l'inertie mondiale.

- Copenhague marque une nouvelle fois la déroute des bourgeoisies européennes dans leur volonté de rehausser leur rang mondial. Leur prétention à occuper la place de leadership dans un système de négociations climatiques renouvelé s'est fracassée. L'unité de façade tant vendue lors de l'adoption début 2009 du paquet énergie-climat au sein de l'UE n'a guère résisté aux tensions des négociations internationales.

- Le G77 et la Chine ont porté jusqu'au bout le refus d'un accord international qui se ferait sur le dos de leurs propres intérêts. Cependant, les « pays du Sud » ne représentent pas un bloc homogène. Entre les Etats Africains qui n'ont eu quasiment aucune marge de manœuvre dans les négociations et le bloc Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine (BASIC) qui représente désormais des puissances économiques incontournables, les intérêts en jeu sont différents.

- La seule position alternative au sein des Etats a été portée par les gouvernements de certains pays de l'ALBA, en particulier Evo Morales pour la Bolivie, avec d'une part un discours de dénonciation systémique assez radical, et d'autre part des propositions faites aux mouvements sociaux et écologistes.

- Si on compare avec les négociations ayant abouti au protocole de Kyoto, un net changement de

contexte est perceptible. Pour des fractions importantes des populations au Nord comme au Sud l'échec de Copenhague est vécu avec une grande inquiétude : la visibilité des enjeux Nord/Sud est réelle et de nombreuses voix du Sud se sont fait entendre ; par ailleurs, la conscience de l'épuisement d'un modèle productif, corrélée à la crise économique, s'est répandue ; ces deux éléments renforcent la conscience de l'impasse du système capitaliste, mais l'absence d'alternative palpable demeure.

- Internationalement, la manifestation du 12 décembre à Copenhague a été une très bonne surprise, réunissant bien plus de manifestant-e-s que prévu, et avec une tonalité anti-système largement partagée.

- Le bilan du sommet donne largement raison à l'orientation défendue par « Urgence Climatique Justice Sociale ». Cependant, ce collectif reste un outil encore fragile. D'où l'importance que se construise un outil d'envergure nationale, associant collectifs locaux et organisations membres d'UCJS. Un tel réseau national nous semble nécessaire pour avancer ensemble, partager nos analyses, articuler mobilisations locales (notamment autour des plans climat locaux, l'urbanisme, les transports, la politique du logement, l'agriculture...), nationales et globales, notamment lors des échéances internationales, ce qui passe par le renforcement de nos liens avec la coalition Climate Justice Now !

En ce sens, la conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre, à Cochabamba, prend une importance particulière, de par son orientation alternative au système capitaliste et productiviste.

Pour l'Europe, le sommet de Bonn doit être l'occasion de remobiliser les franges militantes larges, à un moment où on peut supposer que les promesses des grandes puissances iront bon train pendant que les négociations en coulisses viseront à remettre à l'ordre du jour les solutions marchandes à la crise climatique.
